



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 2072

Texte de la question

## SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à Mme Laure de La Raudière, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Laure de La Raudière. Ma question s'adresse à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

M. Patrick Roy. Et du déficit !

Mme Laure de La Raudière. Depuis le tout début de la crise économique, le Président de la République et le Gouvernement ont toujours tenu un langage de vérité aux Français sur la gravité de la situation.

D'abord, en pleine panique des marchés financiers, langage de vérité sur les conséquences pour la stabilité du système bancaire et pour l'argent des Français.

Ensuite, en pleine crise économique, langage de vérité sur les conséquences pour l'activité des entreprises et pour l'emploi.

C'est pourquoi la majorité a soutenu le Gouvernement, l'aidant à traduire dans la loi et dans les faits toutes les mesures du plan de relance. C'est ainsi que la France, gravement touchée par la crise, résiste néanmoins mieux que les autres pays européens.

M. Patrick Roy. La crise a bon dos !

Mme Laure de La Raudière. Cela, il faut le dire et le reconnaître !

Madame la ministre, votre politique en matière d'économie et d'emploi consiste à encourager, soutenir et stimuler l'emploi et l'investissement.

M. Jean-Pierre Brard. On voit le résultat !

Mme Laure de La Raudière. Nos concitoyens ont besoin de ce langage de vérité que vous avez toujours tenu avec le Premier ministre et le Président de la République, à l'opposé des messages de peur et de démagogie qu'agite en permanence l'opposition. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Pouvez-vous nous faire un point sur la situation économique et réaffirmer l'action quotidienne du Gouvernement pour faire face à cette crise ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Madame la députée, vous avez raison : nous devons nous en tenir à la vérité des chiffres. L'économie, ce sont des chiffres et ce sont des hommes. Je vais donc vous dire quelques mots sur la croissance et sur l'emploi.

Pour ce qui est de la croissance, nous avons, pendant la crise, tenté de la réactiver et, depuis le deuxième trimestre 2009, la France est à nouveau en positif. Les prévisions pour l'année 2010 sont de 1,4 % pour la France, alors qu'elles sont de 0,7 % en moyenne dans la zone euro.

En matière de chômage, nous avons freiné et stabilisé le chômage. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. Sans blague !

M. Henri Emmanuelli. Ça va, arrêtez donc !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Soyons clairs : nous ne l'avons pas arrêté ; mais, si l'on compare le chiffre mensuel du chômage au premier trimestre 2009 et celui du quatrième trimestre 2009, on a

divisé par quatre la progression.

Ce n'est pas mal,... (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Mes chers collègues, s'il vous plaît.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. ...mais ce n'est pas assez et chaque chômeur de plus est une question pour notre Gouvernement.

Alors, qu'allons-nous faire en 2010 ? Nous allons comme toujours continuer à travailler - Laurent Wauquiez vous le disait à l'instant - sur l'emploi, l'emploi, toujours l'emploi !

Et, pour ce faire, nous allons utiliser tous les leviers. D'abord, le levier de la compétitivité des entreprises. C'est ainsi que, grâce à vous, nous avons allégé les charges des entreprises et que, avec la suppression de la taxe professionnelle, elles seront plus en mesure d'effectuer des investissements.

Ensuite, et de la même manière, nous allons soutenir l'innovation. C'est évidemment l'objet du crédit impôt recherche ; c'est aussi celui des grandes stratégies d'investissement qui seront financées par le grand emprunt.

Vous le voyez : avec à la fois la recherche de compétitivité et l'innovation, l'investissement dans les stratégies d'avenir, nous avons deux piliers. Mais ce ne serait pas suffisant,...

Un député du groupe SRC. C'est vrai !

M. Henri Emmanuelli. C'est même un échec !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. ...car il est également impératif que nous redressions les finances publiques et que nous diminuions aussi bien le déficit (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*), comme nous nous y sommes engagés vis-à-vis de nos partenaires européens, que la dette.

Voilà les trois objectifs que nous nous sommes fixés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Laure de La Raudière](#)

**Circonscription :** Eure-et-Loir (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2072

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Économie, industrie et emploi

**Ministère attributaire :** Économie, industrie et emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 25 mars 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mars 2010